

Perspectives 2010 / Ce qu'ils en pensent



Jean-Marc BAILLY
Président de la CCI de l'Ain

L'économie de l'Ain : dynamique mais exposée

L'impact de la crise dans l'Ain et les perspectives pour 2010 s'expliquent principalement par la structure des activités économiques. Les secteurs des biens intermédiaires et de la sous-traitance, comme la plasturgie, y sont forts, et les entreprises sont largement orientées vers des biens durables et des biens d'équipements. Cette industrie est donc positionnée sur des marchés cycliques, sensibles à la conjoncture.

Après une année 2009 particulièrement difficile, la reprise d'une expansion vive dans l'industrie de l'Ain en 2010 est donc conditionnée par la remontée du taux d'utilisation des capacités de production dans les entreprises françaises et européennes jusqu'au seuil qui va déclencher le vrai dégel de l'investissement. La mollesse du redressement actuel retarde cette échéance, au mieux au second semestre. D'ici là, l'économie de l'Ain compte sur ses secteurs plus stables face aux fluctuations comme l'agro-alimentaire ou les services.

Mais la préparation du futur rebond est d'ores et déjà active. La Chambre de l'Ain a mis sur pied un programme d'appui spécifique pour faire face à la situation actuelle et pour anticiper le redémarrage : ateliers sur le développement commercial, sur l'innovation, sur l'international... avec une participation forte et active des entreprises qui laisse réellement espérer que, à nouveau, l'économie de l'Ain et son industrie en particulier connaîtront bientôt une croissance nettement plus forte que la moyenne.



Alain CAZALI
Président de la CCI Nord-Ardèche

En Nord-Ardèche, l'industrie est en mutation alors que le commerce se développe.

Le bassin d'Annonay est le 2^{ème} bassin industriel de Rhône-Alpes. Certains secteurs, tels que les sous-traitants de l'automobile, le textile et l'industrie papetière, ont été fortement touchés, tandis que ceux qui dépendent fortement de l'activité économique (à l'image des transporteurs) ont souffert. A l'inverse, d'autres semblent se porter mieux, en Nord-Ardèche comme en France : les services à la personne, l'agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique et cosmétique...

Ces forces et fragilités devraient perdurer en 2010. L'ensemble des activités économiques créatrices d'emploi pourront être soutenues (sous réserve de validation par les comités de pilotage) par le Plan de Revitalisation Economique Inoplast-Canson prévu jusqu'en 2012. Par ailleurs, l'activité commerciale est en plein essor dans l'agglomération valentinoise (Saint-Péray - Guilherand-Granges) avec de nombreuses nouvelles enseignes dès 2010.

L'adaptation du tissu industriel n'est pas terminée : il est appelé à se régénérer en permanence. Cela ne pourra se faire qu'avec des infrastructures routières permettant le transport des marchandises, des réseaux de télécommunications efficaces, des zones aménagées pour accueillir les nouvelles activités économiques, un environnement administratif et judiciaire de proximité, un accompagnement des entreprises dans les enjeux capitaux (international, innovation, environnement...).



Jean-Paul POULET
Président de la CCI de l'Ardèche Méridionale

2010 s'annonce difficile

En Ardèche Méridionale, après une période de soldes plutôt morose, nous n'avons pas noté pour ce début d'année une amélioration de la tendance conjoncturelle du commerce de détail. Il est à craindre que les résultats décevants de 2009 se confirment en 2010. Mais on peut cependant espérer que la saison d'été soit aussi satisfaisante que celle de l'année précédente.

2010 ne devrait pas non plus inverser la tendance du secteur industriel. Les secteurs dits traditionnels, en particulier le textile-moulinage, continueront vraisemblablement à subir la crise sectorielle, de même que la mécanique et la sous-traitance. Dans le BTP, le chiffre d'affaires risque de rester en baisse, mais le secteur de la rénovation et de l'entretien pourrait cependant tirer, comme en 2009, son épingle du jeu.

Toutes les économies réalisables ont été réalisées et la trésorerie des entreprises est bien souvent tarie, de sorte que leur marge de manœuvre est désormais extrêmement étroite. Un seul incident de paiement et ce peut être la catastrophe. Dans ce contexte, l'attitude des organismes bancaires sera déterminante car beaucoup de petites entreprises, d'ailleurs tout à fait rentables, auront besoin de quelques milliers d'euros pour passer des échéances. Pour leur part, les organismes publics devraient eux aussi contribuer à la reprise en réalisant les projets engagés, notamment immobiliers. C'est ce que fera pour sa part la CCI de l'Ardèche Méridionale, avec un investissement immobilier de 3 millions d'euros.



Jean-Marie BUSSEUIL
Président de la CCI de la Drôme

Tout schuss sur l'innovation !

Recentrage sur les marchés de proximité, épuisement des fonds propres pour pallier la chute des chiffres d'affaires et timidité sur les prévisions d'investissements, les PME drômoises se sont bien sûr recroquevillées, à l'instar de la tendance nationale. Cela dit, tous les dirigeants interrogés sont unanimes : point de salut sans maintien de l'effort d'innovation. Or, avec la chance de se situer à la confluence de 8 pôles de compétitivité et clusters, la Drôme offre aux investisseurs le plus séduisant des bouillons de culture.

Le virage engagé par la Drôme en matière d'économie durable est un des leviers du développement d'après-crise. Les grands projets qui se dessinent - l'arrivée prochaine du pôle d'écotoxicologie ou la 2^e tranche d'INEED* - la positionnent comme un territoire de promesses pour l'avenir : les outils sont en place pour le développement d'activités nouvelles.

En parallèle, il est indispensable de préserver le 2^e pilier fondamental de l'économie de la Drôme : le secteur touristique. Il est fortement soumis à la nécessité de mise en conformité et de rénovation de son parc, une contrainte supplémentaire pour des acteurs déjà fragilisés par la conjoncture.

Pour ne pas rater le rendez-vous de la reprise en 2010, une attention particulière est donc à porter sur l'accompagnement des entreprises à la recherche de financements et sur la promotion d'un territoire en pleine mutation.

* Innovation pour l'Environnement et l'Economie Durable : centre de ressources de la CCI de la Drôme dédié au développement durable.



Gilles DUMOLARD
Président de la CCI de Grenoble

Restaurer la confiance

Les entreprises expriment encore une incertitude et un manque de visibilité quant à la reprise de l'activité à court terme : dans le dernier baromètre, 25 % des dirigeants interrogés se prononcent pour une amélioration, 51 % pour un maintien de leurs résultats et 20 % s'attendent encore à une dégradation. Toutefois, l'inquiétude face à la crise laisse place à davantage d'optimisme pour les mois à venir (mi-2010). Le tissu économique de notre région a la chance d'être diversifié, solide et sain financièrement et son positionnement sur l'économie de la connaissance et les marchés d'avenir constitue un bon tremplin pour la reprise. Malgré tout, la crise a fortement impacté le tissu industriel, très présent en Isère, et très exposé aux turbulences des marchés internationaux.

En région grenobloise, de nombreux projets d'aménagement et de développement sont à l'étude ou opérationnels (le programme Nano 2012, le projet GIANT et l'opération Campus de l'innovation, les investissements en matière d'infrastructures...).

Parmi les leviers qui permettront d'accélérer la reprise économique, il est nécessaire de relancer l'investissement dans les entreprises et de restaurer la confiance des chefs d'entreprise. La mise en place d'une politique industrielle forte permettra de gagner en compétitivité. Ce cercle vertueux sera possible si l'innovation et la formation demeurent des priorités locales mais aussi nationales. Enfin, les secteurs de l'économie verte, de la santé, sont des relais de croissance qu'il faut investir encore plus massivement, car ils sont porteurs d'avenir et d'emplois.



André MOUNIER
Président de la CCI de Saint-Etienne
Montbrison

Des atouts pour rebondir

La crise a frappé Loire Sud au même titre que tous les territoires. Les chiffres se sont emballés, comme partout en France. Des entreprises ont disparu, et avec elles, de nombreux emplois. Des entreprises résistent aussi et rebondissent. Avec la cellule de relance qu'elle a créée dès le début de la crise, la CCI est plus que jamais à la disposition des entreprises. L'objectif est de les aider à faire face à toutes les difficultés qu'elles rencontrent et à préparer l'après crise.

Les perspectives pour 2010 comportent des signes encourageants pour nos entreprises. L'activité repart à la hausse même si les niveaux sont encore en retrait par rapport aux années précédant 2008. Mais des éléments de reprise sont identifiés par un nombre toujours croissant d'entreprises.

Notre territoire peut s'appuyer à la fois sur ses entreprises leaders, mais aussi sur le positionnement de ses filières stratégiques. Dans ce contexte, la CCI incite les entreprises à se développer à l'international, à innover, à travailler en réseau, à se tourner vers les nouveaux marchés ouverts notamment par l'avènement du développement durable. Très engagée aux côtés des entreprises, la CCI se met au service de leur compétitivité.



Daniel PARAIRE
Président de la CCI Nord Isère

Mobilisation et dynamisme de projets seront les maîtres mots de 2010

Le Nord Isère reste optimiste en ce début d'année 2010 et confiant au regard d'un tissu économique qui a su relever les défis de 2009 caractérisée par un manque de visibilité. L'incertitude reste de rigueur mais la poursuite de l'amélioration des perspectives d'activité à trois mois permet d'envisager des évolutions positives sur cette nouvelle année. De meilleurs auspices pour 2010 qui semblent être partagés en termes d'emplois et d'investissements.

Mais l'année 2010 devra rester une année de forte mobilisation pour soutenir nos entreprises les plus exposées. L'industrie traditionnelle et les prestataires de services sont entre autres des secteurs que nous devons soutenir et qui devront bénéficier des grands projets du territoire : la poursuite du développement des pôles d'excellence sur la logistique et les innovations constructives, les grands chantiers liés aux infrastructures, les projets de territoires avec le développement de la zone industrialo-portuaire de Vienne-Sud/Salaise-Sablons mais aussi la concrétisation de nombreuses actions en matière d'éco construction.

Ce soutien passera par la mise en place d'activités de prévention mais aussi par l'accompagnement dans plus de performance avec le renforcement des missions à l'export et en matière d'innovation et l'intensification des stratégies d'alliance. Mais pour préparer l'après crise, gestion des compétences, développement des offres de formation et travail en réseau seront les maîtres mots afin que nos entreprises disposent des ressources nécessaires à la reprise.



Jean-Bernard DEVERNOIS
Président de la CCI du Roannais

Agir pour notre avenir !

Les entreprises du Roannais anticipent, pour la plupart d'entre elles, une stabilité de leur activité en 2010, voire un espoir de reprise à compter du second semestre. Il est à souhaiter qu'après une année 2009 particulièrement difficile, nos entreprises retrouvent des croissances positives dans le courant de l'année.

Dans ce contexte, les principales filières industrielles représentées en Roannais - l'Agroalimentaire, la Mécanique, le Textile - ont été invitées à réfléchir à leur avenir. Leurs dirigeants se sont réunis pour élaborer diverses stratégies de sortie de crise et des propositions d'intérêt collectif qui pourraient être soutenues dans les prochaines années. Au total, 46 projets ont été présentés pour un montant de 14 millions d'euros. Certains d'entre eux ont été définis avec les pôles de compétitivité Techtera et Viameca. Parmi les axes de travail qui mobilisent la CCI, les industriels, les représentants de l'État et l'ensemble des collectivités partenaires : la réflexion autour de la création d'un pôle de déconstruction des matériels roulants à Roanne, et l'élaboration d'un événement associant à la fois l'agroalimentaire, l'agro culinaire, et la manifestation Roanne Table Ouverte.

La CCI du Roannais poursuivra également en 2010 son travail de fond pour l'amélioration des infrastructures. Après la victoire remportée autour de l'A89, ce sont les chantiers du doublement de la RN7 et de la LGV Paris/Orléans/Clermont-Ferrand/Lyon qui seront portés au plus haut niveau, pour faciliter les relations avec Paris et Lyon, et renforcer l'attractivité économique, scientifique et culturelle de notre territoire.

Ce qu'ils en pensent



Guy MATHIOLON
Président de la CCI de Lyon

Aidons les entreprises patrimoniales à croître

En ce début d'année, l'horizon reste particulièrement compliqué pour les PME, notamment dans l'industrie, même si l'incertitude prend le pas sur le pessimisme. Alors que les perspectives sont à la stabilisation, voire à la hausse de l'activité sur le premier trimestre 2010, les entreprises restent prudentes sur l'évolution de leur carnet de commandes à moyen terme. D'autant que l'état de leur trésorerie est encore préoccupant.

Construite sur un modèle équilibré, la région lyonnaise s'en sort mieux que d'autres, avec une stabilité économique renforcée par sa capacité d'innovation. Néanmoins, notre tissu industriel diversifié est dominé par quelques grands secteurs qui sont aujourd'hui très touchés ; la sous-traitance automobile, la chimie de base, le BTP et la logistique ont tous enregistré une baisse sensible de leurs effectifs en 2009. Ce phénomène est aggravé par le fait que le tissu industriel du Rhône est largement constitué d'entreprises de petite taille, dont la rentabilité est fragile et qui sont souvent en position de sous-traitance.

En 2009, notre action a consisté à lutter contre les conséquences de la crise. L'heure est maintenant à l'analyse des fondamentaux qui ont permis à beaucoup d'entreprises de traverser cette crise. Le modèle de l'entreprise de taille intermédiaire (ETI), souvent patrimoniale, est le bon car ces structures ont la capacité d'innover, elles bénéficient d'une vraie politique sociale, environnementale et d'une réelle capacité de conquête sur leur territoire comme à l'international. Leurs dirigeants sont souvent des acteurs engagés au service de leur territoire. Une de nos priorités est d'aider ces entreprises patrimoniales à croître et à renforcer leurs fonds propres.



Jean-Pierre HUGUENIOT
Président de la CCI de la Savoie

La crise renforce la proximité

Dans un climat de crise économique marquée, les préoccupations des entreprises traduisent les difficultés conjoncturelles auxquelles elles sont confrontées. La principale préoccupation est la baisse de la demande, qui entraîne une concurrence accrue entre entreprises, faisant ainsi pression sur les marges des entreprises. Face à ce recul, les entreprises ont adapté leurs moyens de production et en particulier l'emploi qui baisse de 3,6 % sur un an, l'emploi intérimaire étant en diminution de moitié. Les secteurs les plus touchés sont les biens intermédiaires et le BTP.

Les perspectives pour l'année 2010 pourraient s'améliorer suite au rebond constaté à fin 2009. Cependant les entreprises restent prudentes et sont peu encouragées à investir, d'autant qu'elles n'ont pas de visibilité même à court terme.

Des projets d'envergures comme la galerie de sécurité du tunnel du Fréjus et le chantier ferroviaire Lyon Turin devraient assurer pour les 15 ans à venir une dynamique importante et constante pour le département, seuls éléments positifs en ce début d'année.

Notons également que les entreprises mentionnent le besoin et le renforcement des soutiens bancaires, le principal motif étant les difficultés de trésorerie. De plus, pour ne pas perdre trop de savoir faire, les entreprises utilisent la formation continue pour pallier au manque d'activité. Aujourd'hui, la demande d'accompagnement et d'écoute des entreprises auprès de notre CCI marque bien l'importance de la proximité dans nos territoires.



Noël COMTE
Président de la CCI du Beaujolais

Préparer la sortie de crise

Parmi les atouts du Beaujolais, dont il tire sa force en cette période, citons son attractivité avec un coût de l'immobilier accessible, l'attrait d'une agglomération de 50 000 habitants, celle de Villefranche sur Saône, à 30 mn de 4 gares TGV, d'un aéroport et de Lyon, son tissu de PME à taille humaine, lui conférant certes fragilité mais aussi flexibilité, l'expertise des métiers de ses entreprises sous traitantes et leur diversité avec leur champ d'activités multi sectoriel.

Nouvel atout, après la création de Beaujolais Initiatives dédiée à la création et la reprise, puis Créacité, pépinière d'entreprises, le Beaujolais se dote d'une association de Business Angels. Initiée et soutenue par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Beaujolais, Beaujolais Business Angels fédère des entrepreneurs soucieux de contribuer au développement des entreprises locales.

Entrer la crise signifie pour la CCI du Beaujolais, dédier 7 millions d'euros à la poursuite du développement du port de Villefranche sur Saône. Cet investissement en accord avec le plan national de relance de l'économie s'inscrit dans une logique de développement durable visant à soutenir le report modal en matière de transport des marchandises. Investir pour le Beaujolais, c'est aussi augmenter ses capacités d'accueil pour les entreprises. En 2010, le parc d'activités Lybertec d'intérêt régional verra sa première implantation d'entreprise. Préparer l'avenir du Beaujolais, nous le faisons en pilotant des projets innovants au sein du Cluster Beaujolais qui fédère des entreprises d'horizons différents de la viticulture à l'industrie. En 2010, ce cluster territorial se dotera d'un outil d'intelligence économique qui permettra aux entreprises de bénéficier d'une veille marché et d'anticiper les mutations. Plus que jamais, l'union fait la force, la CCI du Beaujolais incite les entreprises à rejoindre les réseaux qu'elle anime. 2010 est une année porteuse d'espoir !



Guy METRAL
Président de la CCI de la Haute-Savoie

Restons mobilisés en 2010

La météo économique de ce début 2010 en Haute-Savoie reste incertaine et la visibilité faible même si le plus gros de la tempête semble écarté et si l'on sent frémir un redressement dans certains secteurs.

Le baromètre tend ainsi plutôt vers le beau pour les services (secteur informatique notamment) mais aussi pour le tourisme. Les réservations pour les vacances d'hiver ont été correctes et le taux d'occupation pour mars gagne 7 points.

Beau également pour les filières d'excellence qui se renforcent dans le département à l'instar des biotechnologies (avec la construction de l'unité de bioproduction d'anticorps du centre d'immunologie Pierre-Fabre notamment), des industries du sport et des loisirs (avec la création de l'association « Outdoor Sport Valley »), des entreprises de l'image, de la mécatronique... Sans oublier l'entrée dans la dernière ligne droite du projet fédérateur des JO d'hiver 2018.

Les prévisions sont en revanche bien moyennes pour l'industrie : la production est certes globalement « moins mauvaise » qu'en 2009 mais les carnets de commandes sont encore insuffisants. Elles le sont aussi pour le commerce de détail, à l'exception des secteurs « alimentaire », « culture-loisirs » et « santé-beauté » qui tirent mieux leur épingle du jeu. Elles n'affichent pas non plus un grand optimisme pour la construction. La situation des entreprises est toujours préoccupante avec la perte de 1 300 emplois sur un an, la baisse des affaires traitées, une diminution des prix et la « frilosité » de la commande publique.

L'ensemble des acteurs économiques doit donc rester mobilisés, aux côtés des dirigeants, pour confirmer et surtout renforcer ce redressement progressif de l'économie haut-savoyarde.



Patrick MARTIN
Président du MEDEF Rhône-Alpes

Ne relâchons pas l'effort et préparons la croissance future

Le choc de la crise a été d'une extrême violence. La mobilisation de tous les acteurs a permis d'éviter le pire. Les chefs d'entreprise se sont admirablement battus et ils continuent à le faire. L'engagement des branches professionnelles, des services de l'Etat, de la Région, des CCI, d'Oseo... a été déterminant. Je veux aussi saluer les syndicats de salariés, lesquels, sans renier leurs convictions, ont fait preuve de beaucoup de réalisme.

Pour 2010, les perspectives restent incertaines. Si les données macroéconomiques sont encourageantes, les perspectives personnelles de nombreux chefs d'entreprise restent préoccupantes, d'où l'attentisme en matière d'embauche et d'investissement. Dans une région fortement marquée par la sous-traitance, il nous faut aussi intégrer l'horizon peu favorable de la construction automobile.

Dans ce contexte, le soutien des pouvoirs publics à l'économie, y compris par l'appui au système bancaire, a encore un rôle à jouer. S'il faut se préparer à aborder l'incontournable question des déficits publics, la fin des mesures de relance doit être progressive. Je note d'ailleurs que les Etats-Unis sont toujours pleinement engagés dans la mise en œuvre de leur plan de relance. Dans le même temps et plus que jamais, il nous faut redoubler d'efforts pour saisir les opportunités de croissance, présentes et futures. Avec les pôles de compétitivité, le Grand emprunt peut contribuer à relancer l'industrie de notre région. En approfondissant les liens entre la recherche et les entreprises et en renforçant nos pôles d'excellence, il devrait être un accélérateur d'innovation.



Alain AUDOUARD
Président de la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat Rhône-Alpes

Des entreprises artisanales qui résistent

104 500 entreprises artisanales actives étaient recensées en janvier 2010, soit un chiffre stable par rapport à l'an passé.

En 2009, la baisse de la consommation des ménages et la montée du chômage ont plus particulièrement impacté les secteurs des transports, de la réparation automobile, des services à la personne, de la production en mécanique et en textile. En revanche, les métiers de bouche et le bâtiment, en particulier le second œuvre, ont su maintenir leur niveau d'activité et d'embauche.

Les signes d'une reprise de l'activité pour 2010 semblent aujourd'hui très timides. Cet environnement complexe et évolutif marque la nécessité accrue d'accompagner les TPE artisanales à franchir ce cap en optimisant leurs atouts pour réagir face aux difficultés actuelles (souplesse, réactivité...).



François TURCAS
Président de la CGPME Rhône-Alpes

La reprise sera lente et partielle

Après une amélioration progressive d'ici la fin de l'année, nous devrions retrouver les chemins de la croissance au 1er semestre 2011. D'ici là, notre première priorité sera de contribuer à la réinstauration d'un climat de confiance inter-entreprises pour notamment donner envie d'agir à ceux qui doutent. Le renforcement de la trésorerie des entreprises est aussi un sujet capital, au moment où les PME vivent toujours des situations difficiles, fonctionnent en flux tendus ou encore ont besoin de marge de manœuvre pour préparer l'après-crise. Dans ce domaine, l'action des banques avec le concours d'OSEO et des fonds régionaux sera déterminante, mais pas seulement. C'est en effet collectivement que nous nous en sortirons et je souhaite que la convergence des acteurs, qui a permis en 2009 de créer des outils concrets et efficaces, tels que le Fonds régional d'aide d'urgence (FRAU), se poursuive en 2010.

Nous serons bien entendu aux côtés des PME dans la gestion de leurs difficultés quotidiennes et, dans la dynamique des Etats généraux de l'industrie, nous veillerons à ce que les relations entre sous-traitants et donneurs d'ordre évoluent vers de la co-traitance. Nous agissons aussi en faveur du développement à l'international et au nécessaire renforcement du nombre d'entreprises de taille intermédiaire en favorisant les croissances externes, les rapprochements et en prônant un réel allègement des charges inhérentes à la transmission/reprise d'entreprise.

Notre région dispose d'atouts tels les pôles de compétitivité et les clusters..., l'esprit d'entreprise y souffle, cela me rend optimiste quant à son avenir.



Gérard SEIGLE-VATTE
Président de la Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes

Inquiétude pour la production fruitière rhônalpine

Nous espérons pour 2010 une augmentation des cours des céréales, de la viande et du lait. Si les volumes de production restent stables, les prix, eux, ont baissé de 20 % à 40 %. La situation de la production fruitière et légumière est particulièrement alarmante du fait des coûts élevés de main d'œuvre. Si rien ne change, ces productions risquent de disparaître compte tenu de la concurrence étrangère.

Quant aux revenus des agriculteurs, ils ont diminué de 50 % à 60 % sur les deux dernières années. Nous demandons aux 27 pays de l'Union de trouver des solutions pour éviter que les cours des produits agricoles ne s'effondrent.

Ce qu'ils en pensent



François GAUDICHET
Directeur régional de la Banque de France

Renforcer le dialogue entre les banques et les entreprises

Nos enquêtes montrent qu'en début d'année l'orientation à la hausse des chiffres d'affaires se confirme dans l'industrie et les services marchands. Le BTP est en retrait mais son redémarrage est attendu au second semestre. D'une manière générale, les entreprises de la région Rhône-Alpes tablent en 2010 sur une reprise modérée de la croissance, avec une demande privée qui prendrait progressivement le relais de la dépense publique. Ce rebond ne permettra pas toutefois de retrouver les niveaux d'activité antérieurs à la crise et les investissements resteront limités. Dans ce contexte de reprise lente et fragile, la Banque Centrale insiste sur l'importance des réformes structurelles qui nous permettront de retrouver un potentiel de développement plus important. Les banques continueront à distribuer du crédit, moins en fonction des résultats passés, qu'en tenant compte des perspectives de commandes et de profitabilité future. Plus que jamais, pour maintenir la confiance, la qualité de la relation entre l'entreprise et ses banques sera déterminante.



Bernard GAUD
Président de l'Association Régionale des Industries Alimentaires (ARIA)

1 000 postes à pourvoir dans l'industrie alimentaire régionale

L'industrie alimentaire rhônalpine prévoit pour 2010 une stabilisation de son chiffre d'affaires. Comme en 2009, les volumes ne progresseront pas suffisamment pour compenser la baisse des prix. Un millier de postes seront encore à pourvoir cette année en région, en particulier des profils de production sur lesquels nous rencontrons des difficultés de recrutement. En 2010, nous serons toujours très vigilants sur l'évolution des prix des matières premières. Pour relancer la croissance de notre industrie, nous préconisons une harmonisation de la réglementation européenne et une baisse des charges qui pèsent sur nos entreprises. Nos salaisons et nos fromageries doivent par ailleurs miser davantage sur l'export pour pérenniser leur activité.



Gérard GUILPAIN
Président du Groupement des Industries Chimiques et Connexes Rhône-Alpes

Industries chimiques : vers une reprise modérée

Après une année difficile et des chutes de production de l'ordre de 11 % en volume, la chimie régionale prévoit pour 2010 une reprise de 5 % de son activité par rapport à 2009. Dans cette crise, les ventes liées à l'automobile et au bâtiment ont été fortement impactées ; les cosmétiques ont été touchés plus tardivement ; les phytosanitaires, en revanche, ont réussi à se maintenir. Les investissements seront en hausse en 2010 mais ne devraient pas atteindre le seuil des 500 millions d'euros de 2008 en région. Les pressions fiscale et réglementaire restent des facteurs de faiblesses en termes de compétitivité pour la chimie française et rhônalpine, premier secteur industriel exportateur. L'industrie chimique milite pour la mise en place d'instruments juridiques ou fiscaux, voire d'engagements volontaires qui incitent à l'amélioration de ses performances sans affecter pour autant son indispensable compétitivité vis à vis de ses concurrents européens ou extra européens. Après la censure du Conseil constitutionnel, le projet de taxe carbone actuellement envisagé uniquement à l'échelle française constitue un exemple de risque d'accroissement des prélèvements obligatoires additionnels qui pourrait être difficilement supporté par les industriels dans ce contexte de compétitivité.



Claude BORDES
Président de l'Union des Industries Métallurgiques et Électriques Rhône-Alpes (UDIMERA)

La question clé de la compétitivité

Le niveau d'activité devrait être équivalent à celui de 2009, restant ainsi en retrait de 20 à 30 % par rapport à 2008. La sous-traitance automobile souffre toujours, handicapée par les coûts de production. L'activité résiste mieux dans le nucléaire et le ferroviaire. Les entreprises ont réalisé de gros efforts pour conserver les compétences, mais l'effritement de l'emploi va se poursuivre en raison des difficultés. Les trésoreries demeurent contraintes. Le faible taux d'utilisation des capacités de production et les difficultés de financement laissent peu d'espoir pour une reprise de l'investissement. Pourtant, cette reprise est un impératif pour regagner en compétitivité, après plusieurs années de « sous-investissement » du fait d'un contexte défavorable. Sur cette question cruciale, les conclusions des Etats généraux de l'industrie suscitent une certaine déception. L'actualité montre que l'attractivité de la région, pour les investissements des grands groupes, est un autre sujet majeur de préoccupation.



Gérard GOUJON
Président de Plasturgie Rhône-Alpes

La plasturgie rhônalpine espère récupérer la moitié des volumes perdus en 2009

Après avoir enregistré une baisse de son activité de 10 % à 50 % selon les secteurs, la plasturgie rhônalpine prévoit pour 2010 une amélioration de son chiffre d'affaires. Les cosmétiques et l'automobile sont les plus touchés par la crise alors que l'agroalimentaire et la pharmacie résistent mieux. Beaucoup d'entreprises sont en déficit et font appel à OSEO pour restructurer leurs besoins en fonds de roulement. Dans ce contexte, de nouvelles pertes d'emplois sont à craindre en 2010. Pour sortir de la crise, nous devons diversifier nos activités, miser sur l'innovation et perfectionner les compétences de notre personnel.



Jean-Claude MONTAGNON
Président de l'UNITEX, Union interentreprises Textile Lyon et région Rhône-Alpes

Recul de l'activité pour le textile en Rhône-Alpes

La contraction des effectifs associée à une baisse des carnets de commandes entraîneront mécaniquement un recul général de la production en 2010. Aucun marché n'est épargné par la crise, à commencer par les textiles pour l'automobile qui enregistrent des baisses d'activité allant jusqu'à 50 %. Idem dans l'habillement, où les enseignes de luxe et de la grande distribution souffrent d'un recul de leurs carnets de commandes. Quant aux fabricants de textile d'ameublement, comme les voilages de Tarare, ils compensent en partie la baisse de leur production par une activité de négoce plus soutenue. En 2010, nos entreprises devront continuer à investir dans la créativité et l'innovation. Pour cela, elles pourront bénéficier de crédits d'impôts.



Gérard RAVOUNA
Président de Mode-Habillement
Rhône-Alpes

Conquérir de nouveaux marchés en misant sur la créativité

Malgré un mois de janvier morose, la mode et l'habillement rhônalpins espèrent une reprise d'activité en 2010. Les achats de vêtements devraient repartir à la hausse après une chute brutale de 5 % en 2009, mais les trésoreries des entreprises restent dégradées. Le luxe est toujours impacté par la crise. Les chiffres d'affaires des grandes sociétés régionales, en constante augmentation ces dernières années, se stabilisent du fait de la baisse des exportations vers la Russie, l'Irlande, l'Europe du Sud, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. En 2010, il faudra miser encore sur la créativité et la qualité de nos produits pour conquérir de nouveaux marchés.



François RIEFFEL
Président de la Fédération des Industries
Mécaniques - Délégation Rhône-Alpes

Industries mécaniques : redémarrage incertain au premier semestre

La crise nous est tombée dessus brutalement en 2009 avec une chute globale du chiffre d'affaires de 15 % sur l'année. La sous-traitance automobile est particulièrement touchée avec des baisses de volumes allant jusqu'à 50 %. Également impacté, le secteur de l'énergie résiste toutefois mieux, comme le ferroviaire, l'aéronautique, la santé et l'agroalimentaire. L'activité ne devrait pas redémarrer significativement au cours du premier semestre 2010 et les investissements s'en ressentiront. Pour préserver leur avenir, nos industries mécaniques devront miser sur la recherche et l'innovation, mettre l'accent sur leur savoir-faire, former la jeunesse, et s'ouvrir aux marchés mondiaux.



Jacques CHANUT
Président de la Fédération Française
du Bâtiment de la région Rhône-Alpes

Bâtiment : inquiétudes sur l'emploi en 2010

L'activité du bâtiment rhônalpin devrait se stabiliser à un faible niveau en 2010, inférieur à la moyenne de longue période. Les chiffres sur les autorisations et mises en chantier de fin 2009 révèlent encore 7 à 8 % de baisse par rapport à une fin d'année 2008 déjà très en retrait. Sont en cause la fin du remboursement anticipé de la TVA aux collectivités qui ralentit les investissements publics et l'atonie du marché de logements privés. Si nos 41 000 entreprises ont créé 9 000 postes en 2009 pour compenser les départs en retraite des compagnons, il est à redouter que l'emploi souffre davantage en 2010. Heureusement, notre région se distingue par sa vitalité démographique, qui signifie des besoins à la fois en logements et en équipements. Des espoirs de reprise au second semestre sont donc possibles, à condition que les collectivités jouent pleinement leur rôle, que les banques accompagnent les promoteurs privés dans leurs opérations et que l'État réaffirme les mesures fiscales du Grenelle de l'Environnement.



Guy REVOL
Président de la délégation Rhône-Alpes/
Auvergne de la Compagnie des Dirigeants
et Acheteurs de France (CDAF)

Une charte pour promouvoir de bonnes pratiques entre donneurs d'ordre et PME-PMI

L'indice de confiance des Directeurs d'achats est au beau fixe, notamment dans l'industrie où la relance de l'activité devrait se poursuivre en 2010. Le volume des achats progresse également dans le secteur des services. En revanche, la construction connaît davantage de difficultés. La CDAF se félicite de la signature en février d'une charte nationale de bonnes pratiques visant à améliorer les relations entre donneurs d'ordre et PME-PMI. Les grands groupes se sont engagés à assurer une équité financière vis-à-vis de leurs fournisseurs. Ils doivent aussi intégrer la dimension environnementale dans leur politique d'achat.



Yves RULLIERE
Président de l'Union Nationale des
Industries de la Communication (UNIC)
Rhône-Alpes

Les imprimeries devront lourdement investir pour rester compétitives

Le chiffre d'affaires de l'imprimerie et de la communication rhônalpine ne devrait pas augmenter en 2010. Avec l'érosion des prix, celui-ci pourrait même légèrement diminuer. En plus d'être impactées par la crise, certaines imprimeries devront investir lourdement dans de nouvelles technologies pour être capables d'affronter une concurrence grandissante. Celles qui ne pourront pas réaliser ces investissements risquent de disparaître du marché. Le tissu industriel régional reste un atout de taille pour les professionnels du secteur.



Daniel MOULIN
Président de la Fédération Régionale
des Travaux Publics Rhône-Alpes

Travaux Publics : vers une profonde mutation

Les conditions d'une reprise franche de l'investissement privé ne semblent pas encore réunies, l'incertitude au niveau des collectivités locales et l'absence de grands chantiers côté Etat font craindre un repli d'activité sur Rhône-Alpes en 2010. La baisse des prix pèse toujours sur la rentabilité de nos entreprises ainsi que sur l'emploi. L'excellence française en matière de travaux publics et de génie civil reste un atout fort, notamment à l'international. Nous sommes confrontés cependant à une concurrence étrangère grandissante. Evolution de nos métiers, attentes de nos clients, nouvelles contraintes réglementaires... nous devons passer à un modèle de croissance durable, ce qui nécessite de nombreuses mutations tant dans les processus de construction que dans les matériaux et les techniques.

Ce qu'ils en pensent



Jean-Marc ASSAEL

Président de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) Rhône-Alpes

2010 débute au ralenti dans la grande distribution

Une mauvaise météo a perturbé les soldes d'hiver et la crise continue d'impacter fortement la consommation. Pour 2010, nous prévoyons une baisse du chiffre d'affaires sur les achats d'équipement, dont le textile, et une stabilité sur les produits alimentaires. Nos marges sont réduites du fait du succès grandissant des articles promotionnels. Cette baisse de la rentabilité aura à nouveau des répercussions sur les investissements et les recrutements. En 2010, nous devons continuer à proposer les meilleurs prix, notamment grâce aux marques des distributeurs. Nos entreprises devront être présentes sur tous les marchés, en particulier sur la vente de services.



Jean-Michel PERISSOUD

Président Rhône-Alpes du Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA)

Un volume d'activité satisfaisant mais une rentabilité en baisse

Après une année exceptionnelle, le nombre d'immatriculations de véhicules légers en Rhône-Alpes devrait légèrement baisser en 2010 pour atteindre un volume équivalent à celui d'il y a trois ans. Le mois de janvier a marqué une reprise sur le marché de l'occasion. Ces signes positifs ne font pas oublier les suppressions d'emplois et la baisse de la rentabilité. Entre les aides, les primes à la casse et les remises consenties par les concessionnaires, les marges se réduisent. Grâce à l'accord de branche signé entre le CNPA et le Gouvernement en février, des milliers d'emploi devraient toutefois être sauvés.



Olivier de MARGNAN

Président du Comité des Banques de la région Rhône-Alpes

Crédits : des signes de reprise pour 2010

Nous avons constaté en 2009 une moindre progression de l'encours de crédit à hauteur de + 2,1 % (+ 3,1 % pour le financement des entreprises), alors qu'il était à + 8 % en 2008. Ce tassement est lié à une plus faible production du nombre de dossiers (- 17 %) et à une diminution des montants moyens par dossier (- 7 %). Nous sommes plus optimistes pour 2010. La dynamique de nouveaux crédits, observée au cours du dernier trimestre 2009, semble se prolonger en ce début d'année (même si elle est actuellement surtout tirée par l'immobilier). Compte tenu de la dégradation annoncée des résultats des entreprises, nos banques préparent actuellement leurs équipes à ce contexte et souhaitent rencontrer à temps leurs clients pour analyser chaque situation et accompagner les besoins de trésorerie et de financement en conséquence, ceci dans l'esprit des engagements pris au début du mois sur le plan national.



Pierre BRUNET

Président de la Commission « Commerce » de la CRCI Rhône-Alpes

Les commerçants demandent le retrait des soldes flottants

Le commerce traditionnel connaît un début d'année difficile. La neige a perturbé les soldes d'hiver à l'exception du prêt à porter, les clients se ruant sur les doudounes, parkas ou manteaux. Avec la crise, les prix baissent et les chiffres d'affaires se dégradent. Le hard discount se multiplie et rencontre un succès grandissant auprès des consommateurs. Pour faire revenir les clients, le commerce de proximité doit se différencier en misant sur son accueil, son service après-vente et son professionnalisme. Nous demandons pour 2010 la suppression des soldes flottants. Ils ont perturbé le consommateur et n'ont pas profité aux commerçants.



Daniel BOUVARD

Président Rhône-Alpes du Syndicat des Entreprises de Travail Temporaire

Le travail temporaire en fort recul en Rhône-Alpes

Après avoir reculé d'environ 30 % en Rhône-Alpes en 2009, le travail temporaire démarre l'année 2010 au ralenti en raison notamment des intempéries qui perturbent le BTP. L'industrie automobile est toujours fortement touchée. Le secteur tertiaire n'est pas épargné non plus, surtout dans l'informatique et la comptabilité. Le médical résiste mieux du fait de la pénurie de personnel. Pour affronter la crise, nos agences doivent miser sur l'élargissement de leurs activités, en premier lieu sur le recrutement. Elles peuvent désormais détacher du personnel dans la fonction publique. Pour dynamiser nos activités, nous demandons un assouplissement de la législation sur le travail temporaire.



Dominique DI BELLO

Président régional de la Fédération des Entreprises de Transport et Logistique de France (TLF)

Les transporteurs rhônalpins, fragilisés, espèrent un report de la taxe carbone

Nous sortons d'une année difficile au cours de laquelle les volumes d'activité du fluvial, de l'aérien, du routier et de la messagerie ont chuté de 5 % à 40 %. La concurrence étrangère, des pays de l'Europe de l'Est notamment, entraîne des pertes de marchés et une diminution des prix. En conséquence, la plupart des entreprises régionales affichent des résultats en baisse et entament 2010 avec des trésoreries fragiles. L'export aérien et maritime continue de chuter alors que les importations se maintiennent, voire augmentent légèrement. En particulier, les navires en provenance de Chine sont remplis de tous types de produits, du mobilier à l'électroménager en passant par les jouets ou les équipements professionnels. Pour 2010, les transporteurs et logisticiens rhônalpins espèrent un report de la taxe carbone. Beaucoup d'entre eux ne survivraient pas à une nouvelle année noire.

Perspectives 2010 / Ce qu'ils en pensent



Emmanuel GOUTAGNY
*Président du Conseil Régional de l'Ordre
des Experts-Comptables de Rhône-Alpes*

Les comptes des entreprises sont dégradés

Les trésoreries sont globalement dégradées en ce début d'année 2010. Les entreprises qui étaient largement bénéficiaires en 2008, sont à l'équilibre, et celles qui équilibraient sont en perte. Nous constatons dans certains secteurs des baisses de chiffres d'affaires allant de 20 % jusqu'à 50 %. Les sous-traitants de l'automobile sont particulièrement impactés, tout comme les entreprises de travaux publics. Pour 2010, nous redoutons un épuisement économique et moral des dirigeants d'entreprises. Nous craignons aussi que les banques ne renvoient à la baisse leurs engagements vis-à-vis des sociétés en difficulté et provoquent un effet domino.



Eric OBEUF
Président du Club Prestige Rhône-Alpes

L'hôtellerie de luxe devra faire le dos rond jusqu'en 2011

L'année 2010 démarre difficilement pour l'hôtellerie de luxe, en particulier à Lyon et à Grenoble où nous avons connu un mois de janvier catastrophique, l'un des pires de ces dernières années. Toutes les entreprises réduisent leurs dépenses, ce qui entraîne pour notre profession une baisse de la clientèle d'affaires. Le nombre de salons et de congrès sera en baisse en 2010. Ainsi, en ce début d'année, nous n'avons pas bénéficié de la tenue du SIRHA (Salon International de la Restauration, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation) qui se tient tous les 2 ans. La crise touche aussi le tourisme de loisirs. Nous constatons, en particulier, une baisse de la clientèle japonaise et américaine. L'hôtellerie de luxe résiste mieux dans les stations de sport d'hiver mais n'échappe pas à une baisse des taux d'occupation. Elle devra faire face en 2010 à une concurrence étrangère toujours plus forte. Pour résister, les professionnels devront proposer des formules attractives sur Internet comme des packages week-ends pour les hôtels de centre-ville.



Pierre SIBUT
*Président de la Fédération Nationale des
Transports Routiers (FNTR) Rhône-Alpes*

Le transport routier devrait encore perdre 4 000 emplois en 2010

Après une année catastrophique, nos entreprises prévoient pour 2010 une stabilisation du volume d'activité. Les dépôts de bilan en Rhône-Alpes seront moins nombreux qu'en 2009, mais concerneront des entreprises de taille plus importante. Le secteur devrait perdre encore plus de 4 000 emplois. Ils s'ajouteront aux 6 000 déjà supprimés l'an passé. La baisse de la rentabilité se confirme en raison d'une concurrence internationale grandissante qui fait chuter les prix. Nos entreprises redoutent l'arrivée des taxes carbone et kilométrique. Pour résister, les transporteurs devront développer leurs activités à l'échelle régionale en mettant l'accent sur la qualité de leurs prestations.



Gilles MAURER
Président de Syntec Rhône-Alpes

Le tertiaire supérieur doit développer son attractivité

Après une année globalement très morose, le tertiaire supérieur prévoit pour 2010 une stabilité de ses activités. La baisse des tarifs pèse toujours sur les salaires, ce qui limite l'attractivité de nos professions et affecte les recrutements. Le gel des investissements dans le secteur privé aura un impact négatif sur les métiers en amont comme la gestion de projets industriels, les études de marchés ou le conseil. Le secteur public restera, en revanche, un important pourvoyeur de missions. L'ingénierie, en particulier, devrait profiter des grands projets autoroutiers et ferroviaires. En 2010, il faudra miser encore sur les secteurs porteurs comme l'énergie et développer également l'attractivité de nos métiers.



Michel-Louis PROST
*Président de l'Association pour
le Développement de l'Informatique en
Rhône-Alpes (ADIRA)*

L'informatique peut compter sur la clientèle des banques-assurances

Les prestataires de services informatiques rhônalpins prévoient pour 2010 une stabilisation de leur chiffre d'affaires voire une amélioration à partir du second semestre. L'infogérance résiste mieux à la crise que l'intégration, le développement, le conseil et l'édition de logiciels. La concurrence de l'offshore entraîne toujours une baisse inquiétante des tarifs de vente. Quant au taux de chômage des informaticiens rhônalpins, il se maintient à un niveau inhabituel de 6 %. La profession pourra encore compter cette année sur la clientèle des banques-assurances. Enfin l'e-commerce et les nouvelles technologies (cloud computing, SaaS, green IT) constituent des opportunités pour notre secteur.



Jean-Marc TORROLLION
*Président de la Fédération Nationale de
l'Immobilier (FNAIM) Rhône-Alpes*

Les taux des crédits immobiliers resteront bas en 2010

Les prévisions laissent entrevoir, pour 2010, une légère embellie sur le marché des transactions immobilières avec, toutefois, des volumes 20 % inférieurs à ceux d'avant la crise. Sur le marché locatif, nous constatons un accroissement de la vacance dans le parc ancien et une concurrence grandissante des logements sociaux, en particulier à Grenoble et à Bourg-en-Bresse où nous sommes confrontés à un assèchement de la demande. Pour 2010, nous prévoyons une stabilité des prix des logements. Les ménages devraient, par ailleurs, bénéficier de taux de crédits immobiliers relativement bas.